

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

# TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET CONTRUCTION D'UNE AILE NUMÉRIQUE POUR L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### C.C.P 2026-01

*Procédure de consultation : Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique en vigueur au 01 avril 2019*

Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Lundi 09 mars 2026 à 12h00**

***Le présent C.C.P comporte 23 pages numérotées de 2 à 23***

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
1.2 FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 ALLOTISSEMENT.....	4
1.4 DURÉE DU MARCHÉ .....	5
1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
1.6 PERSONNES PUBLIQUES .....	5
<b>ARTICLE 2. DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>5</b>
2.1 BEGES ET PLAN DE TRANSITION.....	5
2.2 BILAN GES DE L'OPÉRATION.....	6
2.3 QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES MATÉRIAUX.....	6
2.4 GESTION DES DÉCHETS.....	6
<b>ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
3.1 ÉTENDUE DU MARCHÉ .....	7
3.1.1 MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	7
3.1.2 ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	7
3.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES GÉNÉRALES .....	7
3.3 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 1 .....	8
3.3.1 DÉMOLITION - DÉCONSTRUCTION .....	8
3.3.2 CLOISONS, PLAFONDS, MENUISERIES .....	9
3.4 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 2 - SOLS .....	10
3.4.1 OFFRE DE BASE LOT 2.....	10
3.4.2 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES LOT 2 .....	11
3.5 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 3 – PEINTURE.....	11
3.5.1 OFFRE DE BASE LOT 3.....	11
3.5.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 3 .....	11
3.6 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 4 – ÉLECTRICITÉ.....	11
3.6.1 FORME DU LOT 4.....	11
3.6.2 GÉNÉRALITÉS DU LOT 4.....	12
3.6.3 TRANCHE FERME : ALIMENTATION .....	12
3.6.4 TRANCHE OPTIONNELLE 1 : ALIM ET TABLEAU TD AILE NUMÉRIQUE.....	13
3.6.5 TRANCHE OPTIONNELLE 2 : DISTRIBUTION PC ET LUMINAIRES.....	13
3.7 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 5 – SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI).....	14
3.7.1 OFFRE DE BASE LOT 5.....	14
3.7.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 5 .....	14
3.8 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 6 – CVC.....	14
3.8.1 OFFRE DE BASE LOT 6.....	14
3.8.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 6 .....	15
<b>ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 5. MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 6. RESPONSABILITÉS, ASSURANCES</b>	<b>16</b>
6.1 RESPONSABILITÉS.....	16
6.2 ASSURANCES .....	16
6.2.1 ASSURANCES DU TITULAIRE .....	16



6.2.2 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	17
<b>6.3 SOUS-TRAITANTS.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 7. GARANTIE</b>	<b>17</b>
7.1 GARANTIES CONTRACTUELLES .....	17
7.2 RETENUE DE GARANTIE.....	18
<b>ARTICLE 8. DÉTERMINATION DES PRIX</b>	<b>18</b>
8.1 FORME ET CONTENU DES PRIX .....	18
8.2 ACTUALISATION DES PRIX.....	18
8.3 PRÉSENTATION DES FACTURES .....	19
8.4 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	20
8.5 APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE .....	20
8.6 AVANCE FORFAITAIRE.....	20
8.7 RÈGLEMENT DU SOUS-TRAITANT .....	20
<b>ARTICLE 9. PÉNALITÉS</b>	<b>20</b>
9.1 PÉNALITÉS GÉNÉRALES.....	20
9.2 PÉNALITÉS SPÉCIFIQUES À L'ENSAM.....	21
<b>ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	<b>21</b>
10.1 PERSONNELS INTERVENANT SUR LE CHANTIER.....	21
10.2 SIGNALISATION DES CHANTIERS .....	21
<b>ARTICLE 11. RÉCEPTION</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 12. CONFIDENTIALITÉ</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 13. RÉSILIATION</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 14. DIFFÉRENTS ET LITIGES</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 15. LANGUE - MONNAIE</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 16. DÉROGATIONS</b>	<b>23</b>



## ARTICLE 1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'aménagement intérieur d'une aile numérique au bâtiment C de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier, comprenant la construction de deux salles : local serveurs et local onduleur.

La description et les spécifications techniques de ces ouvrages sont indiquées à l'article 3 du présent CCP.

### 1.2 FORME DU MARCHÉ

La consultation est passée en procédure adaptée selon les dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique en vigueur au 01 avril 2019.

Pour les lots 1 à 3 et 5 à 6, elle revêt la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Pour le lot 4, elle revêt la forme d'un marché à tranche à prix global et forfaitaire.

Le service financier, pôle Marchés-Publics, de l'établissement du pouvoir adjudicateur sera l'interlocuteur du ou des titulaire(s) pour le suivi administratif et juridique du présent marché.

Contact : Manon Gand, responsable Commande Publique de l'ENSAM, [marches-publics@montpellier.archi.fr](mailto:marches-publics@montpellier.archi.fr)

Classification principale du marché (CPV) :

- 44115800-7 : Aménagements intérieurs de bâtiment

### 1.3 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2112-10, les prestations sont réparties en six lots définis comme suit :

LOTS	Désignation
Lot 01	Cloisons, plafonds et menuiseries
Lot 02	Sols
Lot 03	Peinture
Lot 04	Électricité
Lot 05	Système de sécurité incendie (SSI)
Lot 06	Chauffage, ventilation, climatisation (CVC)

Chaque lot fait l'objet d'un marché qui sera attribué à un opérateur économique. Les six lots pourront être attribués à une même entreprise. Les candidats peuvent répondre à un seul ou plusieurs lots, ils présenteront une offre distincte pour chaque lot auquel ils comptent soumissionner.

Les stipulations du présent Cahier de Clauses Particulières concernent chacun des lots du marché.



## 1.4 DURÉE DU MARCHÉ

Chaque lot est conclu pour une durée allant de sa notification à la fin de réalisation des travaux, y compris des tranches optionnelles lorsqu'elles sont notifiées.

La durée prévisionnelle des travaux est de deux semaines à compter de la réception d'un ordre de service précisant la date de démarrage de l'exécution des travaux. Chaque ordre de service sera notifié indépendamment pour chacun des lots.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux, la période de préparation, incluse dans le délai d'exécution du marché, est fixée à une durée de quinze jours.

## 1.5 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas acceptées.

Des prestations supplémentaires éventuelles sont à prévoir sur certains lots. Les modalités de présentation et caractéristiques de ces prestations supplémentaires éventuelles seront précisées dans les parties relatives aux lots.

## 1.6 PERSONNES PUBLIQUES

Soit au sens du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Travaux :

Le Pouvoir Adjudicateur du marché ou le Maître d'ouvrage : Le Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture Montpellier.

Comptable assignataire des paiements : L'Agent Comptable de l'École nationale supérieure d'architecture Montpellier.

## ARTICLE 2. DÉVELOPPEMENT DURABLE

---

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L. 2112-2 à L.2112-4 du *Code de la commande publique* ; ces conditions d'exécution sont **obligatoires**.

Engagée dans une politique de transition écologique et solidaire, l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier (ENSAM) a récemment renforcé son action en faisant de la commande publique un levier stratégique majeur. L'ENSAM a pris en compte la dimension développement durable dans la définition de ce besoin au sens de l'article L.2111-1. En positionnant les dispositions sociales et environnementales au centre de ses achats, l'ENSAM souhaite impulser auprès des opérateurs économiques une dynamique responsable. Aussi, le titulaire est invité à s'inscrire dans cette démarche dans l'exécution du présent marché, au sens des articles L.2112-2 et L.2112-3 du *Code de la Commande publique*.

### 2.1 BEGES ET PLAN DE TRANSITION

En application de la circulaire n°6425SG du 21 novembre 2023 « Engagements pour la transformation écologique de l'État », les titulaires employant plus de 500 salariés, soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, devront fournir à l'ENSAM à l'appui de leur candidature, une déclaration sur



l'honneur de disposer d'un BEGES et plan de transition associé consultables sur la plateforme de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>.

## 2.2 BILAN GES DE L'OPÉRATION

Par ailleurs, tous les titulaires, quel que soit leur effectif, fournissent avec leur DOE un bilan des émissions de gaz à effet de serre (bilan GES) sous forme d'un tableau récapitulant les principaux déchets produits (tonnages et filières de traitement via BSD) et les consommations carburant/énergie estimées (litres/kWh totaux). Ils indiquent une action environnementale mise en œuvre sur le chantier (ex. : tri des déchets, covoiturage, etc.).

*Nota :* les présentes obligations s'appliquent au titulaire et à l'ensemble de ses sous-traitants éventuels.

## 2.3 QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES MATÉRIAUX

Les titulaires sont incités à utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements possédant l'« Eco-label européen », les marquages « NF environnement », « Nordic Swan Ecolabel », « Der Blaue Engel », « Natureplus », « PEFC », « FSC » ou équivalent et fournissent, sur simple demande de l'ENSAM, les fiches performances environnementale (taux de COV, FDES, PEP...) des produits principaux comme :

- les isolants ;
- les menuiseries ;
- le bois ;
- les appareils de production thermique (chaud et froid) ;
- les appareils d'éclairage ;
- les peintures ;
- les colles ;
- les revêtements de sols ;
- ...

## 2.4 GESTION DES DÉCHETS

Le titulaire est responsable de l'enlèvement et du traitement des déchets résiduels générés par les travaux (chutes de matériaux, déchets d'équipements, emballages...) conformément à la hiérarchie de l'article L.541-1 du code de l'environnement (réutilisation, recyclage, valorisation, élimination).

Pour chaque flux de déchets concerné, il fournit avec le DOE les bordereaux de suivi des déchets (BSD) indiquant notamment la typologie, les tonnages et filières de traitement.

Sauf demande écrite contraire de l'ENSAM, le titulaire laisse le site libre de tout emballage secondaire/tertiaire.

*Nota :* les présentes conditions valent pour le Titulaire et l'ensemble de ses sous-traitants éventuels.



## ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ

---

### 3.1 ÉTENDUE DU MARCHÉ

#### 3.1.1 MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'ENSAM, agissant par l'intermédiaire de son service Logistique. Elle est en charge de l'ordonnancement, de la coordination et du pilotage du chantier.

#### 3.1.2 ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

Dans le cadre du présent marché, le maître d'ouvrage fera appel à un contrôleur technique et un coordonnateur SSI indépendants qui, à ce titre, remettront leurs avis et rapports sur les phases initiales, de réalisation et de réception des travaux.

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des titulaires, sur simple demande et dans la mesure de leur disponibilité, les éventuels rapports de contrôle technique et de coordination SSI, à titre d'information, sans exonérer le titulaire des obligations incombant au titre du présent marché et de la réglementation applicable.

Les avis, observations et prescriptions éventuellement issus du contrôle technique et/ou de la coordination SSI sont établis pour le compte du maître d'ouvrage. Si ces observations conduisent le maître d'ouvrage à demander des modifications ou prestations complémentaires au présent CCP, celles-ci feront l'objet, le cas échéant, d'un avenant ou d'un ordre de service modificatif, rémunéré selon les conditions de l'article 8.4. Aucune prestation complémentaire ne peut être exécutée sans ordre écrit du maître d'ouvrage.

### 3.2 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES GÉNÉRALES

Le projet propose une cohérence fonctionnelle de l'espace dédié aux activités numériques au rez-de-chaussée de l'aile nord-ouest.

L'usage est et reste administratifs et techniques, seuls les cloisonnements varient pour accueillir les locaux serveur (C25b) et onduleur (C25c).

L'activité reprographie et sa réserve sont relocalisées hors projet, près de l'accueil dans un espace plus adapté à la réduction de la demande. L'espace disponible sera redistribué et permettra d'installer le service informatique et ses équipements, ainsi que de bénéficier d'un couloir de communication et d'évacuation normalisé ERP et PMR. Une option de rénovation des sols et des murs sera étudiée pour la salle C26.

Outre l'obligation de répondre aux contraintes d'accessibilité et de sécurité incendie, le projet devra répondre aux risques que constituent les sols amiantés. Ces derniers seront recouverts par un revêtement non adhérent conformément au Code de la construction, de la santé publique et du travail. Les irrégularités du support seront gommées par une sous-couche non adhérente adaptée ou toute autre proposition reconnue valable par les réglementations applicables.

Les planchers hauts au niveau de l'emprise du projet sont constitués de voûtes en bétons préfabriqués. Cela implique que l'isolement au feu et l'insonorisation des cloisons transversales seront réalisés avec une grande minutie.



Les travaux devront être réalisés sans coactivité avec l'exploitation de l'établissement. Cela implique que la zone soit isolée par la pose d'une cloison provisoire au niveau du couloir de communication principal près de l'entrée.

Les systèmes informatiques devront pouvoir continuer à fonctionner durant les travaux. Au besoin et après la visite obligatoire, une protection particulière devra être proposée pour les serveurs et baie de brassage le temps de l'opération.

Les services informatique et logistiques devront obligatoirement avoir un accès permanent aux installations et matériels en place. Une Coordination particulière devra être mise en place avec ces mêmes services lors des travaux autour de l'actuel local serveur (C25c).

Toutes les prescriptions de ce document sont données à titre indicatif. L'entreprise devra alerter le Maître d'ouvrage des erreurs ou non-conformités constatées.

Les offres **sont réputées comprendre toutes les sujétions** de mise en œuvre, finition, protections, nettoyage, enlèvements et toutes les fournitures, matériels et quincaillerie nécessaires à la réalisation des travaux, sur tous les lots et tranches fermes ou optionnelles, pour les offres de base comme les prestations supplémentaires éventuelles.

Les entreprises devront s'engager à fournir les plans d'exécution, les notes de calculs et les fiches techniques des installations proposées, leurs plans de prévention et tout document technique ou administratif demandé par le Maître d'ouvrage. Elles devront également en fin de chantier, fournir un dossier des ouvrage exécutés (DOE).

**Les Lots 1 et 2 s'exécutent obligatoirement en sous-section 4 (SS4)** en raison de la présence de résine de liège amiantée confirmée (Diagnostic amiante avant travaux [DAT] annexé), selon les articles R4412-94 à R4412-148 du Code du travail. Les titulaires fourniront obligatoirement les pièces suivantes :

- une attestation de compétences SS4 de moins de trois ans et délivrée par un organisme de formation certifié suivant le document de référence INRS (fiches RS6417, RS6418, RS6419, RS6420 - France Compétences), à l'appui de leur candidature,
- un plan de prévention amiante dans les dix jours à compter de la notification du marché, préalable à l'émission de l'ordre de service.

### 3.3 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 1

#### 3.3.1 DÉMOLITION - DÉCONSTRUCTION

- Démolition, déconstruction des cloisons métalliques, plaques de plâtre sur ossature métallique et plafonds.

Une attention particulière (SS4) devra être opérée lors de la manipulation des éléments de fixation ou en contact avec le sol en résine de liège amianté ou les joints de carrelage.

Évacuation des gravats en décharges publiques appropriée. Les matériaux recyclables devront être triés. Les matériaux contaminés par l'amiante devront être traité suivant la procédure adaptée.





Les sols non recouverts ou présentant des irrégularités suites à cette première phase devront faire l'objet d'un recouvrement par une bande de seuil aluminium ou tout autre procédé validé par la Maîtrise d'ouvrage ou son délégataire.

- Localisation : suivant plan, C25b et plafond en C25c

### **3.3.2 CLOISONS, PLAFONDS, MENUISERIES**

#### **3.3.2.1 Offre de base lot 1**

##### **Cloisons**

- Doublage plaques de plâtre pour cloison, coupe-feu 1h / phonique, avec condamnation de porte. Isolation de l'âme par panneau de laine de roche toute épaisseur. Ouverture pour bloc porte 90x204 dans C26bis.
  - Localisation : C25a & C26bis (bureau) / C25b
- Cloisons plaques de plâtre CF 1h sous poutre de type 98/62, âme laine de roche toute épaisseur et finition. Compris toutes sujétions
  - Localisation : C25b salle serveur ; C25c local onduleur ; couloir C26bis
- Cloisons plaques de plâtre CF 1h entre voûtains de type 98/62, âme laine de roche toute épaisseur et finition.
  - Localisation : C25b (salle serveur) / couloir C26bis ; C25c (local onduleur)
- Doublage CF 1h sur ventilation en plaques de plâtre sur ossature métallique, âme laine de roche toute épaisseur et finition.
  - Localisation : C25c (local onduleur)
- Grille de ventilation air neuf 2 faces - 100 en pvc. Maillage anti-insectes sur partie extérieure.
  - Localisation : en partie basse de la cloison de droite en entrant dans le local C25c

##### **Plafonds**

- Faux plafond démontable en dalles phoniques sur ossature métallique.  
Suspension par tiges filetées fixées en partie horizontale basse des voûtains béton.  
Hauteur sous plafond 2,50ht  
Calepinage à définir suivant implantation des installations en plénum (luminaires ; chemins de câbles ; ventilations).
  - Localisation : C25b (local serveurs)

##### **Menuiserie**

- Bloc porte CF ½ h 2vtx tiercée 1.30x2.04ht prêt à peindre  
Serrure lardée, (canon non fournis) et crémone pompier.  
Ouverture et battant de service suivant plans  
Ferme porte à coulisse avec blocage à angle réglable



Compris quincaillerie

- Localisation : C25b salle serveur ; C25c local onduleur

- Bloc porte CF ½ h 1vtl 90x2.04ht prêt à peindre

Serrure lardée, (canon non fournis)

Ouverture et battant de service suivant plans

Ferme porte (cf) à coulisse avec blocage à angle réglable

Compris quincaillerie

- Localisation : C25 ; Couloir C26bis ; C26bis.

- Porte coulissante prêt à peindre à joint phonique sur cadre existant 90x204 (mesure à confirmer par l'entreprise).

Serrure lardée, (canon non fournis)

Compris quincaillerie et toutes sujétions

- Localisation : C26a

### 3.3.2.2 Prestations supplémentaires éventuelles lot 1

Les candidats proposeront obligatoirement en complément de l'offre de base les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

#### Cloisons

- **PSE L1.1:** Baffles acoustiques murales industrielles surface acier (mesures indicatives : 200ht x 70l x 6p)

- Localisation : 4 unités réparties sur les murs du local C25b

#### Plafonds

- **PSE L1.2:** Plafonds coupe-feu en plaques de plâtre sur ossature métallique

- Localisation : C25c (local onduleur)

## 3.4 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 2 - SOLS

### 3.4.1 OFFRE DE BASE LOT 2

- Revêtement de sol souple compatible avec un support irrégulier et amianté.

Pose sans colle ni ragréage.

Blocage en pieds de cloisons et seuils de porte.

Gamme grand trafic.

Affaiblissement acoustique +/- 20db minimum

Coloris à définir par le Maître d'ouvrage.

- Localisation : C25a ; C26bis ; C25bis ; Couloirs C25 ; Couloirs C25bis



### 3.4.2 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES LOT 2

Les candidats proposeront obligatoirement en complément de l'offre de base les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

- **PSE L2.1 :** en C25c avec enlèvement ancien revêtement (en remplacement du recouvrement dû, du fait du décalage de la cloison).
- **PSE L2.2 :** C26 et C25b sur résine liège. (même prestation que l'offre de base sur périmètre supplémentaire)

## 3.5 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 3 – PEINTURE

### 3.5.1 OFFRE DE BASE LOT 3

- Peinture des murs et cloisons supports anciens.
  - Préparation des supports :
    - Ponçage dépoussiérage
    - Révision des enduits (quand nécessaire)
    - Mise en œuvre d'une couche d'impression
  - Application en 2 couches croisées de peinture blanche en finition « velours »
  - Localisation : Pour les murs et cloisons anciennes et neuves dans le périmètre du chantier. Suivant plans.
- Peinture des menuiseries
  - Préparation des supports anciens
    - Ponçage dépoussiérage
    - Couche d'impression / fixateur
  - Application en 2 couches croisées de peinture blanche en finition « satin »
  - Localisation : Pour les portes anciennes dans le périmètre du chantier. Suivant plans.
  - Préparation des supports neufs
    - Couche d'impression / fixateur
  - Application en 2 couches croisées de peinture blanche en finition « satin »
  - Localisation : pour les portes neuves dans le périmètre du chantier. Suivant plans.

### 3.5.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 3

Les candidats proposeront obligatoirement en complément de l'offre de base la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

- **PSE L3.1 :** Peinture des plafonds sur proposition de l'entreprise.

## 3.6 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 4 – ÉLECTRICITÉ

### 3.6.1 FORME DU LOT 4

**Le lot 4 prend la forme d'un marché à tranches.** Les candidats ont l'obligation de chiffrer séparément chaque tranche.

La tranche ferme sera notifiée à l'attribution du lot.



Le cas échéant, l'affermissement des tranches optionnelles sera notifié par le Pouvoir Adjudicateur. Il est prévu sous 12 mois à compter de la notification de la tranche ferme.

En cas de non affermissement, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

### 3.6.2 GÉNÉRALITÉS DU LOT 4

Toutes les prescriptions de ce document sont données à titre indicatif. Le Titulaire devra alerter le maître d'ouvrage des erreurs ou non conformités constatées.

Dans tous les cas, l'entreprise devra fournir une note de calcul pour les câblages et équipements des tableaux électriques.

Les plans d'exécution et un DOE seront fournis par le prestataire retenu.

### 3.6.3 TRANCHE FERME : ALIMENTATION

#### 3.6.3.1 Alim Onduleur

Circuit CFO EDF 220V depuis circuit initial par picage à la sortie de la galerie fabrique vers le local C25c (new onduleur) :

- Disj Dif 63A 30MA en tête TGBT repris
- Cca-s2, d2, a2, 5G6<sup>2</sup> *a minima* (+/- 20 mètres neuf/ 60 mètres) + 6 mètres de cablofil (dans la fabrique)
- Boitier coupure d'urgence à l'entrée du local C25c
- Liaison équipotentielle indépendante depuis onduleur C25c vers jardinière ext (suivant plan)

#### 3.6.3.2 Alim CFO secours serveurs

Circuit CFO ondulé depuis tableau onduleur en C25c (new onduleur) vers C25b (new serveur) :

- Cca-s2, d2, a2, 5G6<sup>2</sup> *a minima* (+/- 20 mètres)
- Boitier coupure d'urgence à l'entrée du local C25c

Tableau divisionnaire 3 rangées DIN 13 modules pour C25b (à vérifier par BCT) :

- 1 rangée alim CFO 220V EDF pour baies serveurs :
  - 1 inter coupure 40A
  - 3 Disj Dif 20A 30mA
- 1 rangée alim CFO 220V EDF service :
  - 1 inters Dif 40A 30mA
  - 1 Disj 20A pour prises tableau
  - 2 PC service
  - 1 Disj 10A pour contrôle accès
- 1 rangée alim CFO 220V ondulé pour baie serveurs :
  - 1 inter coupure 40A
  - 3 Disj Dif 20A 30mA

Circuits alim CFO 220V pour baies serveur X3

- 3X Cca-s2, d2, a2 *a minima* 3G2.5<sup>2</sup> (3X10 mètres)
- Chemin de câble horizontal en « T » et descentes verticales, suivant plan



### 3.6.4 TRANCHE OPTIONNELLE 1 : ALIM ET TABLEAU TD AILE NUMÉRIQUE

Circuit triphasé depuis le TGBT2 (WC dames rdc) vers le placard technique couloir C24-C26.

- Cca-s2, d2, a2 *a minima* 5G10<sup>2</sup> (+/- 40 mètres)
- Disj Dif 63A 30mA en tête de circuit dans TGBT2
- Boitier coupure d'urgence sur la porte du tableau

Tableau électrique métallique - étanche IP65 - 6x24 modules (ou moins, tableau à optimiser)

- Rang 1 Coupure générale
  - 1 Inter Général 63A (ou Disj ou Disj Dif)
- Rang 2 Circuits lumières
  - 1 Disj Dif 40A 30mA
  - 1 Disj 10A lum couloirs
  - 10 Disj 10A /10 pièces
- Rang 3 Circuits PC1
  - 1 Disj Dif 40A 30mA
  - 1 Disj 20A PC couloirs
  - 10 Disj 20A /10 pièces (8pc max /pièce)
- Rang 4 Circuits PC2
  - 1 Disj Dif 40A 30mA
  - 10 Disj 20A /10 pièces (8pc max /pièce)
- Rang 5 Circuits services (contrôle accès, caméras, PC tableau...)
  - 1 Disj Dif 40A 30mA
  - 1 Disj 20A pour pc tableau
  - 2 PC tableau
  - 1 Disj 10A Contrôle Accès
  - 2 Disj 10A Photocopieurs
- Rang 6 Circuits alim...
  - 1 Disj Dif 40A 30mA
  - 1 Disj 20A Clim 1
  - 1 Disj 20A Clim 2

### 3.6.5 TRANCHE OPTIONNELLE 2 : DISTRIBUTION PC ET LUMINAIRES

- Distribution CFO exploitation courante (lumières et PC)
  - Gaines élec 2 X 30mm par pièces
  - Cca-s2, d2, a2 *a minima* 2.5<sup>2</sup> pour prises
  - Cca-s2, d2, a2 *a minima* 1.5<sup>2</sup> pour lumières
  - Coffrets dérivation (1 par pièce et 2 couloirs)
    - Localisation : en faux plafonds des couloir et pénétration à l'entrée des pièces
- Distribution CFO exploitation (lumières et PC) bureaux
  - Goulottes de distribution PVC blanches 2 rangées en plinthe
  - Modules de prises de CFO (x8 = R1+R2) pour bureaux.



- Localisation : bureaux C25a et C26bis
- Dalles led 120x30 35W 5000k ou équivalent sur proposition.
  - Localisation : Suspension dans bureaux entre voûtain
- Distribution CFO exploitation (luminaires et PC) locaux techniques
  - Goulottes de distribution PVC blanches 2 rangées en plinthe
  - Modules de prises de CFO (x4= R1+R2) pour locaux techniques.
    - Localisation : C25b ; C25c
  - Dalles led 60x60 35W 5000k ou équivalent sur proposition.
    - Localisation : Suspension dans bureaux entre voûtain

### 3.7 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 5 – SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)

#### 3.7.1 OFFRE DE BASE LOT 5

- 1 Extension boucle ZDA14 SSI local Accueil C0 vers le local reprographie C6
- 3 Détecteurs optiques
- 1 boucle SSI ZDA pour local Onduleur (new) C25c et Serveurs C25b
- 1 Extension boucle sirène salle des profs C23 vers couloir C24-C25
- 1 sirène
- 2 Indicateurs d'actions
- 4 BAES (compatible avec système télécommande en place)

#### 3.7.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 5

Les candidats proposeront obligatoirement en complément de l'offre de base la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

- **PSE L5.1 :** Clapet coupe-feu pour ventilation (extraction) sur gaine.
  - Localisation : C25c (onduleur)

### 3.8 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU LOT 6 – CVC

#### 3.8.1 OFFRE DE BASE LOT 6

- Climatisation :
  - 2 Groupes clim (froid/chaud) 3.6KW (Tertiaire) et split, en cascade avec commutation programmable.
  - 1 Télécommande filaire
- Ventilation naturelle basse (soufflage suivant plan) :
  - Gaine de ventilation acier isolée – 125 en reniflard.
    - 2 Colonnes montantes
    - 1 té de connexion – 125
    - 1 cheminement horizontal mur et plafond vers réservation en toiture.



- 2 Boîtes à bouche 90°/grille 300\*200
- Ventilation naturelle haute (extraction en plafond suivant plan)
  - Gaine de ventilation acier isolée – 160 en plafond
  - Boîte à bouche / Grille 500/200
  - Conduit isolé en acier et chapeau en toiture suivant relevé entreprise

### 3.8.2 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE LOT 6

Les candidats proposeront obligatoirement en complément de l'offre de base la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

- **PSE L6.1** : 1 module de communication GTC

## ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

Par application de l'article 4.1 du CCAG – Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, en cas de contradiction entre leurs stipulations contractuelles, ils prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement pour chacun des lots, dans la version résultant des dernières modifications ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes à accepter sans modification ni réserve :
  - CCP Annexe 1\_*Plan de projet*
  - CCP Annexe 2\_*EdL coupe 1.1*
  - CCP Annexe 3\_*Pro coupe 1.1*
  - CCP Annexe 4\_*Diagnostic amiante avant travaux*
- Le programme ou calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.

Toute entreprise intervenant dans le cadre de ce marché s'engage à respecter le présent cahier des charges, les règlements en vigueur, les textes des décrets, et notamment les textes relatifs à la sécurité du personnel et du public.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 5. MODALITÉS D'EXÉCUTION

---

Le marché s'exécute au moyen d'ordres de services individualisés pour chacun des lots et de leurs tranches, le cas échéant, lesquels sont la décision du maître d'ouvrage qui le notifie aux titulaires par écrit, venant préciser les éléments suivants :



- Le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- Le numéro et la désignation du marché,
- Le numéro de référence de l'ordre de service,
- La date de démarrage des travaux,
- Les délais de réalisation,
- Le montant de l'engagement juridique,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les modalités spécifiques d'exécution des prestations.

Chaque ordre de service est accompagné d'un bon de commande établi par le service financier et comportant les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- Le numéro et la désignation du marché,
- La date et le numéro de bon de commande,
- Le montant de l'engagement financier,
- La désignation et la quantité des prestations à réaliser.

La durée maximale d'exécution des travaux est celle indiquée sur l'ordre de service.

## ARTICLE 6. RESPONSABILITÉS, ASSURANCES

---

### 6.1 RESPONSABILITÉS

Conformément à l'article 35 du CCAG – Travaux, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le titulaire, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés par le maître d'ouvrage au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Le prestataire reconnaît détenir les consignes de sécurité internes de l'ENSAM et en avoir pris connaissance.

### 6.2 ASSURANCES

#### 6.2.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit être couvert par une police d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L241-1 du code des assurances.





Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A243-1 du même code.

Le Prestataire du marché doit justifier, dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance souscrite avec les obligations ci-dessus définies, entraînera la rupture immédiate du présent marché sans indemnité, aux torts et griefs du Prestataire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

### **6.2.2 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

Aucune assurance n'a été souscrite par le maître d'ouvrage dans le cadre de ce marché.

## **6.3 SOUS-TRAITANTS**

En application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2191-45 du Code de la commande publique en vigueur au 01 avril 2019, le Titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à la condition expresse d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement de celui-ci sont constatés par un acte spécial signé par le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire.

L'acte spécial de sous-traitance indique :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- les conditions de paiement.

Il peut être établi à l'aide du formulaire de Déclaration de sous-traitance DC4 disponible sur le portail de la Direction des Affaires Juridiques.

## **ARTICLE 7. GARANTIE**

---

### **7.1 GARANTIES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 44.1 du CCAG – Travaux, le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation selon les conditions de l'article 44.2. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement ; au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise ;



- Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par le présent CCP.

## 7.2 RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de ce marché.

## ARTICLE 8. DÉTERMINATION DES PRIX

---

### 8.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix global et forfaitaire notifié dans l'acte d'engagement de chaque lot, de chaque tranche affermie, le cas échéant, et détaillé dans l'offre financière du titulaire.

Le titulaire du lot reste seul responsable de la détermination des quantités nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Les prix indiqués dans la DPGF par le titulaire s'entendent pour l'exécution sans restriction ni réserve de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, objet du lot. Ils sont réputés comprendre, notamment, les frais ci-dessous :

- Les frais d'assurance ;
- Les frais visés à l'article 3.2 du présent CCP (caractéristiques techniques générales) ;
- Les prescriptions techniques du lot qui concerne le titulaire pour la réalisation des travaux ;
- Toutes mesures à prendre pour la sauvegarde, la bonne conservation ou la remise en état des ouvrages et des lieux ;
- Les frais d'installation et d'organisation du chantier et notamment toute dépense résultant de l'exécution des ouvrages et/ou des prestations ;
- La mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité ;
- Tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire ;
- Les charges fiscales, parafiscales (ou autres) en vigueur frappant obligatoirement la prestation au moment du fait générateur.

### 8.2 ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes pour l'ensemble des travaux, conformément à l'article 9.4.1 du CCAG – Travaux.

Ils sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » et actualisables selon les conditions fixées aux articles 9.4.2 à 9.4.3 du CCAG – Travaux.



L'indice utilisé pour l'actualisation des prix est l'index du bâtiment BT01 – Tous corps d'état : **001710986**.

### 8.3 PRÉSENTATION DES FACTURES

**Le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot.**

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues après réception totale des travaux et remise des plans demandés à l'article 3.2 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG – Travaux, la totalité des prestations sera facturée sur service fait, à la fin de l'exécution des travaux, objet de l'ordre de service notifié, sur présentation d'un seul décompte général définitif.

Pour les travaux dont l'exécution notifiée par ordre de service serait supérieure à trois mois, les paiements seront échelonnés et répartis en décomptes mensuels au prorata des travaux réalisés, selon les conditions de l'article 12.1 du CCAG – Travaux.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures devront être déposées sur le portail de facturation de l'État « Chorus Pro ».

Pour déposer une facture dans le portail « Chorus Pro », il est nécessaire d'entrer les informations suivantes :

- Le n° de siret de l'ENSAM : 193 401 320 00018
- Le n° d'engagement : n° de bon de commande de l'établissement
- Le code service : « FACTURES\_PUBLIQUES »

Outre les mentions légales les factures doivent mentionner, les indications suivantes :

- le numéro du compte bancaire ou postal du créancier tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le numéro du bon de commande,
- le montant total des prestations exécutées hors TVA et avec TVA.

Elles doivent être libellées à l'adresse :

ENSAM  
Service financier  
179 rue de l'Espérou  
34093 Montpellier cedex 5

Le prix est réglé par virement administratif dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture. Passé ce délai, des intérêts moratoires seront versés ; le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.



## 8.4 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Dans le cas où pour l'exécution des travaux, le maître d'œuvre aurait à prescrire des prestations complémentaires ou modificatives notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il sera fait application des modalités de fixation des prix nouveaux indiquées à l'article 13 du CCAG – Travaux.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires

## 8.5 APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des avances et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## 8.6 AVANCE FORFAITAIRE

Une avance est accordée au titulaire du lot et de chaque tranche affermie, le cas échéant, dont le montant minimum est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant minimum diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Les modalités sont celles des articles L2191-2 et L2191-3 soumis aux principes réglementaires des articles R2191-3 à R2191-13 du Code de la commande publique en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, celle-ci peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché.

Conformément au Code de la commande publique, le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 15% du montant initial TTC du marché. Le taux de l'avance est porté à 30% du montant TTC si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise.

## 8.7 RÈGLEMENT DU SOUS-TRAITANT

Le règlement du sous-traitant s'effectuera conformément aux dispositions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2191-45 du Code de la commande publique en vigueur au 01 avril 2019.

# ARTICLE 9. PÉNALITÉS

---

## 9.1 PÉNALITÉS GÉNÉRALES

Les stipulations de l'article 19 du CCAG – Travaux sont applicables dans le cadre de ce marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.



L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

## 9.2 PÉNALITÉS SPÉCIFIQUES À L'ENSAM

Les titulaires des lots ne doivent en aucun cas déverser leurs déchets, ordures ou autres dans les poubelles appartenant à l'ENSAM ni utiliser le local poubelles qui se trouve à proximité du chantier, en tout ou en partie.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG – Travaux, les pénalités seront applicables sans mise en demeure du Titulaire et à tout moment, elles représenteront 5% du montant du lot en cause.

## ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

---

### 10.1 PERSONNELS INTERVENANT SUR LE CHANTIER

Le titulaire du lot et, le cas échéant ses éventuels sous-traitants, sont soumis, pour l'exécution du présent marché, aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Le titulaire devra fournir à l'ENSAM, au moins 5 jours avant le début de leur intervention sur le chantier, la liste nominative des personnels de l'entreprise et/ou du sous-traitant amenés à intervenir dans les locaux, accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité. En outre, il devra fournir auprès du Coordonnateur SPS pour le compte du Maître d'ouvrage les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui seront exigés pour pénétrer sur le chantier. Le personnel du titulaire et celui des cotraitants ou des sous-traitants devra être équipé d'un vêtement de travail reconnaissable, portant le sigle de l'entreprise.

**La circulation des personnels des entreprises, dans les locaux, est formellement interdite sauf pour les besoins du chantier.**

### 10.2 SIGNALISATION DES CHANTIERS

Les travaux s'exécutent sur un site en activité. Une signalisation adaptée devra être mise en œuvre pour faciliter la circulation des personnes sur le site et protéger les biens et les personnes.

## ARTICLE 11. RÉCEPTION

---

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages visées à l'article 41.2 du CCAG – Travaux, dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis ou de la date indiquée pour l'achèvement des travaux.



Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire. En cas d'absence ou de refus de signer du titulaire dûment avisé, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Dans un délai de trente jours suivant la date du procès-verbal, au vu des opérations préalables à la réception et des remarques du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision :

- Il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux et prononce la réception,  
OU
- Il prononce la réception avec réserves et fixe un délai de levée.

En cas de réception assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou, à défaut, trois mois avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si les imperfections constatées sont de faible importance et ne présentent pas de risque à la sécurité ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut prononcer la réception avec une réfaction sur les prix. Si le titulaire l'accepte, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes et la réception est prononcée sans réserve.

## ARTICLE 12. CONFIDENTIALITÉ

---

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le fournisseur s'engage à garder confidentielles les informations auxquelles il aura accès dans le cadre du présent marché, et à n'en faire aucun usage commercial.

## ARTICLE 13. RÉSILIATION

---

Le marché pourra être résilié dans les formes et conditions prévues aux articles 49 à 54 du CCAG – Travaux.

Si le Prestataire ne peut remplir des obligations par suite de circonstances de forme majeure, il recherche avec l'ENSAM toutes mesures afin d'éviter un arrêt définitif de l'aménagement.

Concernant le marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-1 à R2143-2 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail



conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera résilié aux torts du Titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation selon les modalités de l'article 50.4 du CCAG - Travaux.

## ARTICLE 14. DIFFÉRENTS ET LITIGES

---

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Le règlement des différends entre les parties s'effectue selon les prescriptions de l'article 55 du CCAG – Travaux.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

## ARTICLE 15. LANGUE - MONNAIE

---

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## ARTICLE 16. DÉROGATIONS

---

L'article 1.4 du présent document déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux (Préparation des travaux).

L'article 8.3 du présent document déroge à l'article 12 du CCAG – Travaux (Modalités de règlement des comptes).

L'article 9.2 du présent document déroge à l'article 19 du CCAG – Travaux (Pénalités).

